

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PÂTISSERIE PASQUIER ETOILE

ZI Les Basseaux
26800 Étoile-sur-Rhône

Référence : 20240425-RAP-DAEN0416
Code AIOT : 0010300042

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement PÂTISSERIE PASQUIER ETOILE implanté ZI Les Basseaux 26800 Étoile-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 11/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PÂTISSERIE PASQUIER ETOILE
- ZI Les Basseaux 26800 Étoile-sur-Rhône
- Code AIOT : 0010300042
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pâtisserie Pasquier Etoile fabrique des pâtisseries surgelées.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article 4.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article Annexe 4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article Annexe 4	Demande d'action corrective	6 mois
8	Prélèvement d'eau - Forage	Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article 4.1.2	Demande d'action corrective	6 mois
9	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 10/04/2019, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/04/2019, article 5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît globalement un respect de la fréquence d'autosurveillance et des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux. Le principal constat concerne la nécessité de vérifier que le plan de surveillance actuel du site est toujours adapté aux conditions d'exploitation, aux limites imposées par la station d'épuration (STEP) de Portes-Les-Valence et aux résultats des analyses effectuées ces dernières années dans le cadre de l'action « Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau » (RSDE). D'autre part, l'exploitant devra :

- mettre en place une mesure journalière du volume de rejets des eaux de refroidissement ;
- vérifier l'exhaustivité du plan de sobriété hydrique (PSH) qu'il a mis en place en 2023 ;
- justifier que les ouvrages d'infiltration du site sont dimensionnés conformément aux préconisations de l'étude d'infiltration réalisée le 28 juillet 2014 ;
- mettre à jour les schémas de ses réseaux d'alimentation en eau et des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un schéma de l'ensemble des réseaux présents sur son site, tous datés du 10/04/2024 : <ul style="list-style-type: none">• plan d'alimentation en eau potableb• plan général des eaux pluvialesb• plan des eaux usées industrielles, des eaux de refroidissement (NH₃) et des eaux vannes domestiques. Toutefois, les différents éléments composant ces réseaux ne sont pas toujours facilement identifiables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n° 1 :</u> l'ensemble des éléments composant les réseaux du site (compteurs, forages, vannes d'isolement, séparateurs, puits perdus, pompes de relevage, bacs à graisse...) doivent être identifiés sur les plans des différents réseaux (eau potable, eaux pluviales, eaux usées industrielles, de refroidissement et eaux vannes domestiques).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le site dispose d'un point de rejet général en sortie de site mélangeant effluents industriels, eaux de refroidissement et eaux domestiques. Le site est connecté à la station d'épuration de la communauté d'agglomération de Valence Romans Agglo (STEU de Portes-Les-Valence). Le gestionnaire de la STEP et le site sont liés par une autorisation de déversement des eaux usées datant du 14 novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le réseau d'effluents industriels dispose d'un point de mesure en continu du débit et du pH au niveau du canal de comptage, situé en amont du point de mélange avec les eaux domestiques. Le préleveur automatique se situe au même niveau. Les mesures trimestrielles effectuées par un organisme extérieur sont réalisées en ce point. Le réseau des eaux de refroidissement dispose d'une cuve tampon, située en amont du point de mélange avec les eaux domestiques, dans laquelle est réalisée une mesure du pH en continu. Cette mesure permet notamment, en cas de détection d'ammoniac, de couper la pompe de relevage à laquelle elle est asservie. Il est à noter que les prélèvements réalisés par l'organisme extérieur pour la mesure du pH sont réalisés sous les tours aéroréfrigérantes et non dans la cuve de rejet. Ce positionnement est susceptible d'expliquer des dépassements de VLE (cf demande n°3). Une mesure de température est effectuée au point de rejet général en sortie de site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Les eaux de dégivrage et déconcentration sont rejetées dans le réseau communal après constat de l'absence de pollution accidentelle (détecteur ammoniac) : - moyenne mensuelle du volume journalier : 28,8 m ³ - volume journalier maximal sur 24 heures : 45 m ³
Constats : Les périodicités minimales de surveillance sont globalement respectées. Concernant les eaux de refroidissement, seul le volume hebdomadaire est relevé et le volume mensuel est déclaré tous les mois sur GIDAF. Cette valeur dépasse ponctuellement la limite de moyenne mensuelle du volume journalier fixée à 28,8 m ³ (voir demande n°3). Le volume journalier maximal sur 24 h n'est, quant à lui, pas vérifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant doit mettre en place un relevé du volume journalier des eaux de refroidissement rejetées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article Annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

Les eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures sont collectées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être infiltrées. La teneur en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser 5 mg/l.

Les eaux de dégivrage et déconcentration sont rejetées dans le réseau communal après constat de l'absence de pollution accidentelle (détecteur ammoniac) :

- moyenne mensuelle du volume journalier : 28,8 m³
- volume journalier maximal sur 24 heures : 45 m³

Article 3 de l'arrêté préfectoral du 10/04/2019 :

Paramètres	Concentration maximale admissible	Flux maxi journalier admissible
Volume	90 m ³ /j	
pH	Entre 5,5 et 8,5	
Température	< 30 °C (sortie du site)	
DCO	5800 mg/l	522 kg/j
DBO ₅	2800 mg/l	252 kg/j
MES	1400 mg/l	126 kg/j
Azote (N)	80 mg/l	7,2 kg/j

Constats :

Il a été constaté, dans l'ensemble de l'année 2023, un respect des VLE du cadre prescrit par les arrêtés préfectoraux s'appliquant au site, à l'exception de quelques mesures non-conformes.

Il a ainsi été constaté, concernant les eaux de refroidissement, que le volume mensuel déclaré tous les mois sur GIDAF dépasse ponctuellement la limite de moyenne mensuelle du volume journalier fixée à 28,8 m³. Au terme d'échanges avec l'exploitant, il ressort que ces dépassements sont liés à l'évolution des températures extérieures – le besoin en refroidissement pour les pâtisseries surgelées s'intensifie lorsque les températures extérieures augmentent – et semblent difficilement maîtrisables. Un travail d'adaptation des valeurs devra être réalisé.

Par ailleurs, il a été constaté pour le mois de mars 2024, un dépassement de la VLE NGL (Azote Global) sur les eaux usées au regard de la limite prescrite par l'arrêté préfectoral du site (99 mg/l par rapport à une VLE de 80 mg/l). Toutefois, cette valeur reste inférieure aux limites imposées par la STEP de Porte-Les-Valence (150 mg/l). De même, un travail d'adaptation des valeurs devra être réalisé.

De plus, il a été constaté qu'un certain nombre de paramètres sont mesurés par l'exploitant sans en connaître la représentativité et en doublon de mesures déjà réalisées (ex : chapitre « RSDE - eaux industrielles », ou sans valeurs limites (ex : Zn, Cu, Dihydrure de dibutylétain, Hydrure de tributylétain, Monobutylétain – chapitre « eaux industrielles » et pH, MES, DBO₅, DCO, NKJ - chapitre « eaux de refroidissement »). Il est donc nécessaire de vérifier que le plan de surveillance

actuel du site est toujours adapté aux conditions d'exploitation, aux limites imposées par la STEP de Portes-Les-Valence et aux résultats des analyses effectuées ces dernières années dans le cadre de l'action RSDE.

D'autre part, les mesures trimestrielles de pH sur les eaux de refroidissement sont toutes supérieures à la VLE. Il ressort des échanges avec l'exploitant que ces dépassements pourraient s'expliquer par une mauvaise représentativité des prélèvements effectués sous les tours de refroidissement et non au point de rejet (cuve tampon enterrée).

Les autres dépassements identifiés sont ponctuels et explicités.

Enfin, le site dispose de 4 séparateurs d'hydrocarbures (Sud-Est, EP1 Est, EP2 Ouest, Sud-Ouest). Le dernier contrôle des eaux pluviales en sortie des séparateurs (datant du 13/12/2023) montre qu'un certain nombre de paramètres liés aux hydrocarbures sont mesurés et que leurs résultats sont tous inférieurs à 5 mg/l. Toutefois le paramètre « hydrocarbures totaux » (code SANDRE 9969) visé dans GIDAF ne figure pas parmi les paramètres mesurés. Il est à noter que le paramètre « hydrocarbures totaux » (code SANDRE 9969) a été remplacé sous GIDAF, à partir de la déclaration du 1^{er} mai 2024, par le paramètre « indice hydrocarbure » (code SANDRE 1442) avec une valeur limite de 5 mg/l et non plus de 5 000 µg/l. En effet, les codes 9XXX ne sont plus censés être utilisés dans GIDAF.

Observation n° 1 : l'exploitant devra s'assurer que les paramètres aujourd'hui mesurés couvrent bien le champ du paramètre « indice hydrocarbure » (code SANDRE 1442) visé dans GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3 : en ce qui concerne les dépassements constatés sur le pH des eaux de refroidissement, l'exploitant doit identifier l'origine des dépassements et proposer des actions correctives.

Pour les dépassements constatés sur les débits de rejet des eaux de refroidissement, l'exploitant doit proposer à l'inspection, sur la base de l'article R.181-45 du code de l'environnement, une modification des valeurs limites d'émission notamment en lien avec la convention de rejets le liant à la STEP de Portes-Les-Valence. Préalablement à cette demande, l'exploitant doit prendre l'attache du gestionnaire de la STEP. Cette modification des conditions d'exploitation doit être dûment justifiée. De manière plus large, l'exploitant doit justifier que son plan de surveillance actuel est toujours adapté à sa situation, notamment au regard des valeurs fixées par la convention de rejet. Si nécessaire, il devra de la même manière procéder à une éventuelle adaptation / révision de sa convention de rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de

<p>télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare bien son autosurveillance sur l'application GIDAF. Il a été relevé pendant l'inspection que les 3 analyses trimestrielles menées sur les eaux de refroidissement en décembre 2022, mars 2023 et août 2023 (pour juin) n'ont pas été saisies sur GIDAF alors que ces dernières ont bien été réalisées.</p>
<p>Observation n°2 : l'exploitant doit veiller à saisir les analyses trimestrielles faites sur GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Débit de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit est bien mesuré en continu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prélèvement d'eau – Forage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2003, article 4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Forage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce réseau sera différencié (couleur) du réseau public. Si une interconnexion avec le réseau public reste possible, un dispositif de disconnection sera installé. [...]</p> <p>La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 96 m³ et ce pour un débit instantané maximal de 4 m³/h ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.</p> <p>Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel sont précisés en annexe 2</p> <p>L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé ; le relevé sera fait mensuellement et les résultats seront inscrits sur un registre.</p> <p>Annuellement, l'exploitant fera part à l'inspecteur des installations classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau.</p> <p>Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau.</p>

Constats : Le site dispose d'un forage, non identifié sur le plan d'alimentation en eau du site. Celui-ci devra être ajouté et le réseau associé devra figurer d'une couleur différenciée. Ce forage, normalement utilisé pour les espaces verts, n'est plus utilisé dans le contexte de la sécheresse saisonnière de 2023. Le réseau a été condamné et démantelé en aval.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 4 : En lien avec la demande n° 1, le plan d'alimentation en eau du site doit être mis à jour afin de faire apparaître le forage et son réseau d'une couleur différenciée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Indicateur d'eau consommée par tonne de produits finis
Prescription contrôlée : Le point 4.1 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est complété comme suit : Un indicateur permettant de suivre l'évolution de la quantité d'eau consommée par tonne de produits finis est mis en place, actualisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un relevé de l'évolution de la quantité d'eau consommée par tonne de produits finis. Les dernières mesures relevées (en m ³ /t) indiquent les résultats suivants : <ul style="list-style-type: none"> • janvier 2024 : 4,27 m³/t • février 2024 : 4,73 m³/t • mars 2024 : 5,17 m³/t <p>L'évolution de cet indicateur est étroitement liée à l'évolution saisonnière des températures extérieures (intensification du besoin de refroidissement pour les pâtisseries surgelées lorsque les températures augmentent). En application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement et de sa réponse apportée au sondage « sécheresse » de 2023 permettant de demander une adaptation des mesures générales de restriction prévues par les arrêtés-cadres sécheresse, l'exploitant a présenté son plan de sobriété hydrique. Celui-ci, présenté sous format informatique, a été initié en 2023 et mis à jour en 2024. Il permet de suivre l'impact des mesures organisationnelles établies sur le site en juin 2023 pour optimiser la consommation d'eau. Il ne précise pas, en revanche, les actions mises en œuvre en cas de sécheresse.</p> <p>Pour rappel, le plan de Sobriété Hydrique (PSH) doit préciser à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les actions mises en œuvre pour réduire la consommation d'eau dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse ; • les actions mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 5 : l'exploitant doit vérifier l'exhaustivité de son plan de sobriété hydrique (PSH) par rapport aux objectifs recherchés. Il peut s'appuyer pour cela sur les dispositions figurant au lien

suivant décrivant les attendus d'un PSH : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2019, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Dimensionnement des puits d'infiltration
Prescription contrôlée : Le point 4.2.2 de l'article 2 de l'arrêté n°03-1545 du 24 avril 2003 est complété comme suit : Les ouvrages d'infiltration sont dimensionnés conformément aux préconisations de l'étude d'infiltration réalisée le 28 juillet 2014.
Constats : L'exploitant mentionne que les puits d'infiltration sont dimensionnés conformément aux préconisations de l'étude d'infiltration réalisée le 28 juillet 2014, toutefois, aucun élément de démonstration n'a pu être présenté aux inspecteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n° 6 :</u> l'exploitant doit transmettre les éléments permettant de démontrer que les ouvrages d'infiltration du site sont dimensionnés conformément aux préconisations de l'étude d'infiltration réalisée le 28 juillet 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois